

Unité Départementale de la Somme  
Équipe 2  
Pôle Jules Verne  
12, rue du Maître du monde  
80440 GLISY

GLISY, le 22/12/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 01/08/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **RISQUES**

#### **TOULEMONDE**

26 Route nationale  
80260 Talmas

Références 2023-E20228  
Code AIOT : 0005103502

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/08/2023 dans l'établissement TOULEMONDE implanté LARRY DU BOIS DE TALMAS 80260 Naours. L'inspection a été annoncée le 12/07/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Lors des précédentes visites d'inspection, l'inspection des installations classées a constaté qu'aucune exploitation n'a été réalisée durant plus d'une dizaine d'années. Ainsi l'arrêté préfectoral d'autorisation cesse de produire effet (R512-74 du Code de l'environnement "Caducité"). La cessation d'activités et le dossier de remise en état n'ont pas été transmis. L'exploitant n'a pas justifié disposer de garanties financières. L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 31 mars 2021 encadre ces manquements.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TOULEMONDE
- LARRY DU BOIS DE TALMAS 80260 Naours
- Code AIOT : 0005103502
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Monsieur Gérard TOULEMONDE dispose d'un arrêté préfectoral d'autorisation en date du 7 août 1996 pour exploiter une carrière de craie (2510-1) d'une superficie totale de 6,6 hectares (parcelle cadastrée E 130) pour une superficie à exploiter d'1 hectare pour une durée de 30 ans.

**Le thème de visite retenu est le suivant :**

- récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 31 mars 2021

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle       | Référence réglementaire                        | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection |
|----|-------------------------|------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1  | Cessation des activités | AP de Mise en Demeure du 31/03/2021, article 1 | Maintien de la mise en demeure, sanction administrative                                                     |
| 2  | Exploitation            | AP de Mise en Demeure du 31/03/2021, article 2 | Maintien de la mise en demeure, sanction administrative                                                     |
| 3  | Garanties financières   | AP de Mise en Demeure du 31/03/2021, article 3 | Maintien de la mise en demeure, sanction administrative                                                     |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant ne respecte pas l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 31 mars 2021 car il n'a pas transmis :

- de courrier informant de la fin d'exploitation de la carrière ;
- de dossier comprenant le plan de à jour de l'installation (accompagné de photos), le plan de remise en état définitif et un mémoire sur l'état du site.
- de(s) documents justifiant la constitution de garanties financières.

L'exploitant a procédé à une remise en état partiel de la carrière avec des terres végétales issues du champ voisin dont il est propriétaire et ne justifie pas des volumes.

**L'inspection des installations classées propose à ce stade à Monsieur le Préfet de la Somme une sanction administrative à savoir une consignation. Un projet d'arrêté préfectoral de sanctions administratives est joint au présent rapport.** L'inspection des installations classées procédera à une visite d'inspection durant l'année 2024.

**Dans un délai de 3 mois à réception du présent rapport de visite d'inspection, l'exploitant est tenu de transmettre au Préfet de la Somme les documents mentionnés au premier alinéa et les justifications des volumes de terres végétales pour la remise en état définitif de la carrière.**

**Par ailleurs, le non-respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 31 mars 2021 relatif au respect des prescriptions constituant un délit, une information au Procureur de la République d'Amiens a également été réalisée.**

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Cessation des activités

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 31/03/2021, article 1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Fin des activités                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Monsieur Gérard TOULEMONDE exploitant une carrière de craie sur le territoire de la commune de Naours, parcelle cadastrée E130, est mis en demeure de respecter les dispositions de l'article 30.9 de l'arrêté préfectoral du 7 août 1996 en transmettant : <ul style="list-style-type: none"><li>• un courrier informant officiellement de la fin d'exploitation de la carrière dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté ;</li><li>• un dossier comprenant : le plan à jour de l'installation (accompagné de photos), le plan de remise en état définitif et un mémoire sur l'état du site, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.</li></ul> |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitant n'a pas transmis le courrier et le dossier en amont de la visite d'inspection.<br><br>L'exploitant n'a pas présenté le courrier et le dossier durant la visite d'inspection.<br><br>L'exploitant ne respecte pas la prescription compte tenu des constats mentionnés au-dessus et n'a pas transmis de documents à date du présent rapport de visite d'inspection. Ainsi, l'inspection des installations classées propose une sanction administrative.                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Proposition de suites :</b> Maintien de la mise en demeure, respect de prescription, sanction administrative                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |

### N° 2 : Exploitation

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 31/03/2021, article 2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Remise en état                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Monsieur Gérard TOULEMONDE exploitant une carrière de craie sur la commune de Naours, parcelle cadastrée E130 est mis en demeure de respecter les dispositions de l'article 27 de l'arrêté préfectoral du 7 août 1996 en : <ul style="list-style-type: none"><li>• procédant à la remise en état définitive de la carrière sous un délai de 10 mois à compter de la notification du présent arrêté ;</li><li>• justifiant des volumes et de l'origine des terres végétales apportées pour la remise en état, au fur et à mesure de leur arrivée sur le site.</li></ul> |
| <b>Constats :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>L'exploitant n'a pas transmis de dossier précisant la remise en état définitif de la carrière. Il a été constaté une remise en état partiel de la carrière et la présence de cultures de type céréales en début de cycle de croissance. L'exploitant précise qu'il a remis en culture cette partie depuis mars 2022.</p> <p>L'exploitant précise que les terres pour la remise en état partiel proviennent des terres décapées pour l'extraction et de terres issues du champ voisin dont il est l'exploitant.</p> <p>L'exploitant ne respecte pas cette prescription car la remise en état de la carrière est partielle et il ne justifie pas des volumes de terres. L'exploitant n'a pas transmis de documents justificatifs à date du présent rapport de visite d'inspection. Ainsi, l'inspection des installations classées propose une sanction administrative.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Proposition de suites :</b> Maintien de la mise en demeure, respect de prescription, sanction administrative                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |

### N° 3 : Garanties financières

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 31/03/2021, article 3                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Constitution des garanties financières                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Monsieur Gérard TOULEMONDE exploitant une carrière de craie sur la commune de Naours, parcelle cadastrée E130 est mis en demeure de respecter les dispositions de l'article 30.5 de l'arrêté préfectoral du 7 août 1996 en fournissant un acte de cautionnement des garanties financières dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p>                                                                                                                                                                                                                 |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas transmis en amont de la visite d'inspection l'acte de cautionnement des garanties financières.</p> <p>L'exploitant a précisé qu'il a transmis à la banque une demande de constitution de garanties financières et qu'il dispose d'un document favorable à sa demande.</p> <p>L'exploitant ne respecte pas cette prescription compte tenu des constats mentionnés au-dessus. L'exploitant n'a pas transmis de documents justificatifs à date du présent rapport de visite d'inspection. Ainsi, l'inspection des installations classées propose une sanction administrative.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Proposition de suites :</b> Maintien de la mise en demeure, respect de prescription, sanction administrative                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |